



Assemblée générale

Distr. limitée
15 octobre 2003
Français
Original: anglais

Cinquante-huitième session

Première Commission

Point 73 d) de l'ordre du jour

Désarmement général et complet : vers un monde exempt d'armes nucléaires : nécessité d'un nouvel ordre du jour

Afrique du Sud, Brésil, Égypte, Irlande, Mexique, Nouvelle-Zélande et Suède :
projet de résolution

Vers un monde exempt d'armes nucléaires : **un nouvel ordre du jour**

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 53/77 Y du 4 décembre 1998, 54/54 G du 1er décembre 1999, 55/33 C du 20 novembre 2000 et 57/59 du 22 novembre 2002,

Convaincue que l'existence d'armes nucléaires constitue une menace pour la survie de l'humanité et que la seule protection contre ces armes est leur élimination totale et l'assurance qu'elles ne seront plus jamais produites,

Convaincue également que le maintien d'armes nucléaires comporte en soi le risque de contribuer à leur prolifération et de les voir tomber entre les mains d'acteurs non étatiques,

Réaffirmant que la non-prolifération et le désarmement nucléaire sont des processus qui se renforcent mutuellement et qu'une condition préalable essentielle à la promotion de la non-prolifération nucléaire est un progrès irréversible et continu dans la réduction des armes nucléaires,

Déclarant que la participation de la communauté internationale dans son ensemble est un élément fondamental du maintien et de la consolidation de la paix et de la stabilité internationales et que la sécurité internationale est une préoccupation collective qui demande un engagement collectif,

Déclarant également que les traités négociés au niveau international dans le domaine du désarmement ont contribué de manière fondamentale à la paix et à la sécurité internationales et que des mesures de désarmement nucléaire unilatérales et bilatérales complètent la démarche multilatérale tendant au désarmement nucléaire fondée sur des traités,



Prenant note de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires* publié à La Haye le 8 juillet 1996¹,

Déclarant que toute présomption de possession indéfinie d'armes nucléaires par les États dotés de telles armes est incompatible avec l'intégrité et la durabilité du régime de non-prolifération nucléaire et avec l'objectif plus large du maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Déclarant en outre que chaque article du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires² lie tous les États parties en tout temps et en toutes circonstances, qu'il est impératif que tous les États parties soient tenus pleinement responsables en ce qui concerne le respect rigoureux des obligations que leur impose le Traité qui énonce les engagements en matière de désarmement nucléaire, lesquels doivent impérativement être tenus,

S'inquiétant vivement de constater que jusqu'à maintenant, il n'y a guère eu de progrès dans l'application des 13 mesures adoptées à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000³,

Soulignant qu'il est important de présenter périodiquement des rapports pour promouvoir la confiance dans le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires,

Notant avec une vive préoccupation que la Conférence du désarmement n'est toujours pas parvenue à se pencher sur le désarmement nucléaire et à reprendre les négociations sur un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires,

Se déclarant gravement préoccupée par le fait que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires⁴ n'est pas encore entré en vigueur,

Notant l'aboutissement, en septembre 2002, de la première phase de l'Initiative trilatérale, à laquelle participent l'Agence internationale de l'énergie atomique, les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie et qui vise à permettre de placer les matières nucléaires excédentaires provenant d'armes démontées sous des garanties internationales,

Convaincue que de nouvelles réductions des armements nucléaires non stratégiques font partie intégrante du processus de réduction des armes nucléaires et de désarmement,

Notant que, malgré des accords bilatéraux, rien n'indique que les cinq États dotés de l'arme nucléaire font des efforts dans le cadre du processus menant à l'élimination complète des armes nucléaires,

¹ A/51/218, annexe; voir également *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1996, p. 226.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 729, No 10485.

³ Voir *Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000, Document final*, vol. I [NPT/CONF.2000/28 (Parts I-II) et Corr.1], première partie, section intitulée « Article VI et huitième à douzième alinéas du préambule », par. 15.

⁴ Voir résolution 50/245.

Déclarant qu'il est essentiel que les principes fondamentaux de la transparence, de la vérification et de l'irréversibilité s'appliquent à toutes les mesures de désarmement nucléaire,

Se déclarant profondément préoccupée par le fait que ces trois États – l'Inde, Israël et le Pakistan – qui n'ont pas adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et qui ont des installations non soumises aux garanties conservent l'option du recours à l'arme nucléaire, compte tenu en particulier des effets de l'instabilité régionale sur la sécurité internationale et, dans ce contexte, de la persistance des tensions régionales et de la détérioration de la sécurité dans le sud de l'Asie et au Moyen-Orient,

Se déclarant également profondément préoccupée par le fait que la République populaire démocratique de Corée a annoncé qu'elle se retirait du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et qu'elle a décidé de relancer le réacteur nucléaire de Yongbyon sans le placer sous les garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique,

Redoutant que la mise au point de moyens de défense antimissiles puisse avoir un impact négatif sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération et conduire à une nouvelle course aux armements sur terre et dans l'espace et soulignant qu'aucune mesure susceptible de conduire à l'implantation d'armes dans l'espace ne devrait être adoptée,

Se déclarant profondément préoccupée par le fait que la tendance actuelle à l'élargissement du rôle des armes nucléaires dans les stratégies de sécurité puisse aboutir à la mise au point de nouveaux types d'armes nucléaires et à la justification rationnelle de leur emploi,

Se félicitant également des nouveaux progrès réalisés dans la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans certaines régions et, en particulier, de la consolidation de ces progrès dans l'hémisphère Sud et les zones adjacentes,

Rappelant la Déclaration du Millénaire⁵, dans laquelle les chefs d'État et de gouvernement ont décidé de s'employer à éliminer les armes de destruction massive, notamment les armes nucléaires, et de n'écarter aucune solution possible pour parvenir à cet objectif, notamment en ce qui concerne la convocation éventuelle d'une conférence internationale pour définir les moyens d'éliminer les dangers nucléaires,

Prenant en considération le fait que les États dotés d'armes nucléaires se sont engagés sans équivoque, dans le Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000, à éliminer totalement leurs arsenaux nucléaires en vue du désarmement nucléaire, comme tous les États parties y sont tenus conformément à l'article VI du Traité⁶,

1. *Réaffirme* que la possibilité que des armes nucléaires soient utilisées représente un risque continu pour l'humanité;

⁵ Voir résolution 55/2.

⁶ Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000, Document final, vol. I [NPT/CONF.2000/28 (Parts I-II) et Corr.1], première partie, section intitulée « Article VI et huitième à douzième alinéas du préambule », par. 15:6.

2. *Demande* à tous les États de s'abstenir de toute action susceptible de conduire à une nouvelle course aux armements nucléaires ou d'avoir un impact négatif sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires;

3. *Demande également* à tous les États de respecter les traités internationaux dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération nucléaires et de s'acquitter scrupuleusement de toutes les obligations qui en découlent;

4. *Demande en outre* à tous les États parties de s'employer, avec détermination et sans faiblir, à donner pleinement effet aux accords importants auxquels est parvenue la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000⁷, dont le Document final définit les grandes lignes nécessaires pour parvenir au désarmement nucléaire;

5. *Convient* qu'il est important et urgent de poursuivre le processus de signature et de ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires⁴, afin que cet instrument puisse entrer en vigueur dans les meilleurs délais;

6. *Demande* la mise en application et le maintien du moratoire sur les explosions expérimentales d'armes nucléaires ou toute autre explosion nucléaire en attendant l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires;

7. *Souligne* l'urgence de l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires dans le contexte des progrès réalisés dans la mise en oeuvre du système international du surveillance des essais d'armes nucléaires au titre de ce traité;

8. *Demande* aux États dotés de l'arme nucléaire de respecter l'engagement qu'ils ont pris dans le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires² d'appliquer le principe de l'irréversibilité en détruisant leurs têtes nucléaires dans le cadre des réductions des armements nucléaires stratégiques et d'éviter de les conserver dans un état qui permettrait leur redéploiement éventuel;

9. *Reconnaît* que la réduction du nombre de têtes nucléaires stratégiques déployées, qui est envisagée par le Traité sur la réduction des armements stratégiques offensifs (Traité de Moscou)⁸ représente un pas en avant dans les relations entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie et engage ces deux pays à rendre le Traité vérifiable et irréversible et à régler la question des têtes non opérationnelles, de manière à en faire une mesure de désarmement nucléaire;

10. *Convient* qu'il y a lieu d'accorder la priorité à de nouvelles réductions des armements nucléaires stratégiques, ce qui constituerait une étape importante sur la voie de l'élimination des armes nucléaires et devrait se faire globalement, notamment par :

a) De nouvelles réductions des armes nucléaires non stratégiques et leur élimination, sur la base d'une initiative unilatérale et dans le cadre du processus de réduction des armes nucléaires et de désarmement nucléaire;

b) L'application des réductions de manière transparente, vérifiable et irréversible;

⁷ Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000, Document final, vol. I, partie I.

⁸ Voir CD/1674.

c) La préservation, la réaffirmation et l'application des initiatives nucléaires de 1991 et 1992 prises par les Présidents des États-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques/Fédération de Russie;

d) La codification par la Fédération de Russie et les États-Unis d'Amérique de leurs initiatives présidentielles dans des instruments juridiquement contraignants et l'ouverture de négociations sur de nouvelles réductions de leurs armes nucléaires non stratégiques;

e) Le renforcement des mesures spéciales de sécurité et de protection physique pour le transport et le stockage des armes nucléaires non stratégiques, de leurs composantes et des matériaux connexes, notamment en plaçant ces armes dans des entrepôts centraux sûrs en vue de leur élimination et de leur destruction par les États dotés de l'arme nucléaire dans le cadre du processus de désarmement nucléaire dans lequel ils se sont engagés en application du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ainsi que des mesures nécessaires qui devront être prises par tous les États dotés de l'arme nucléaire;

f) L'adoption de nouvelles mesures propres à renforcer la confiance et la transparence afin de réduire la menace que constituent les armes nucléaires non stratégiques;

g) L'adoption de mesures concrètes permettant de réduire encore le statut opérationnel des systèmes d'armes nucléaires de manière à réduire le risque d'utilisation d'armes nucléaires non stratégiques;

h) L'engagement pris par les États dotés de l'arme nucléaire qui possèdent des armes nucléaires non stratégiques de ne pas accroître le nombre ou le type d'armes déployées et de ne pas mettre au point de nouveaux types de ces armes ou d'en rationaliser l'utilisation;

i) L'interdiction des types d'armes nucléaires non stratégiques qui ont déjà été retirées des arsenaux de certains États dotés de l'arme nucléaire et l'élaboration de mécanismes de transparence en vue de vérifier l'élimination de ces armes;

11. *Engage* les États dotés de l'arme nucléaire à faire preuve d'une transparence et d'une responsabilité accrues en ce qui concerne leurs arsenaux d'armes nucléaires et l'application des mesures de désarmement;

12. *Convient* que la Conférence du désarmement devrait créer au plus vite un comité spécial chargé du désarmement nucléaire;

13. *Convient également* que la Conférence du désarmement devrait reprendre les négociations sur un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, compte tenu des objectifs du désarmement et de la non-prolifération nucléaires;

14. *Convient en outre* que la Conférence du désarmement devrait achever l'examen et la mise à jour du mandat concernant la prévention d'une course aux armements dans l'espace sous tous ses aspects, qui est énoncé dans sa décision du 13 février 1992⁹, et créer à nouveau un comité spécial le plus tôt possible;

⁹ CD/1125.

15. *Engage* les États dotés de l'arme nucléaire à prendre les mesures nécessaires pour pouvoir s'intégrer sans heurt dans le processus conduisant à l'élimination totale de ces armes;

16. *Note* que la troisième et, le cas échéant, la quatrième réunion du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2005, compte tenu des délibérations et des résultats des sessions précédentes, ne devraient pas ménager leurs efforts pour produire un rapport contenant des recommandations à l'attention de la Conférence d'examen;

17. *Souligne* l'importance de rapports périodiques dans la promotion de la confiance dans le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires;

18. *Engage* les États dotés de l'arme nucléaire à respecter pleinement les engagements déjà pris en matière d'assurances de sécurité, en attendant la conclusion d'assurances de sécurité ayant fait l'objet de négociations multilatérales et juridiquement contraignantes pour tous les États parties dotés de l'arme nucléaire;

19. *Prend acte* des propositions en matière d'assurances de sécurité qui ont été soumises aux États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et engage le Comité préparatoire de la Conférence d'examen de 2005 à prévoir du temps pour examiner à fond la question des assurances de sécurité à sa troisième session, de manière à soumettre à la Conférence d'examen des recommandations sur la manière de faire progresser la question.

20. *Demande* aux trois États, Inde, Israël et Pakistan, qui n'ont pas encore adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et qui exploitent des installations nucléaires non soumises aux garanties d'adhérer inconditionnellement et sans retard au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, en qualité d'États non dotés de telles armes, et d'appliquer les accords de garantie généralisées requis ainsi que les protocoles additionnels en conformité avec le Modèle de protocole additionnel aux accords d'application des garanties entre les États et l'Agence internationale de l'énergie atomique, approuvé par le Conseil des gouverneurs de l'Agence le 15 mai 1997¹⁰, en vue d'assurer la non-prolifération des armes nucléaires, de renoncer, clairement et d'urgence, à toute politique visant à mettre au point et déployer de telles armes et de s'abstenir de toute action susceptible de nuire à la paix et à la sécurité régionales et internationales ainsi qu'aux efforts faits par la communauté internationale en vue du désarmement nucléaire et de la prévention de la prolifération des armes nucléaires;

21. *Se déclare de nouveau convaincue* que la création de zones exemptes d'armes nucléaires internationalement reconnues, sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région intéressée, favorise la paix et la sécurité mondiales et régionales, renforce le régime de non-prolifération nucléaire et contribue à la réalisation de l'objectif du désarmement nucléaire, et appuie les propositions tendant à créer des zones de ce genre là où il n'y en a pas encore, par exemple au Moyen-Orient et en Asie du Sud;

22. *Demande* que soit menée à bien et mise en oeuvre l'Initiative trilatérale entre l'Agence internationale de l'énergie atomique, les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie et que soit envisagée la possibilité d'y associer d'autres États dotés de l'arme nucléaire;

¹⁰ Agence internationale de l'énergie atomique, INFCIRC/540 (corrigé).

23. *Demande* aux États qui ne l'ont pas encore fait de conclure avec l'Agence internationale de l'énergie atomique des accords de garanties intégrales et des protocoles additionnels sur la base du Modèle de protocole;

24. *Engage* la République populaire démocratique de Corée à revenir sur ses déclarations récentes en vue d'appliquer pleinement les dispositions du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et, à cet égard, appuie tous les efforts diplomatiques en vue d'une solution rapide et pacifique de la situation et en vue de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la péninsule coréenne;

25. *Souligne* que l'Agence internationale de l'énergie atomique doit être en mesure de vérifier et de s'assurer que les installations nucléaires des États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires sont utilisées à des fins pacifiques uniquement et demande aux États de coopérer pleinement et immédiatement avec l'Agence à la solution des problèmes liés au respect de leurs engagements à son égard.

26. *Invite* la Fédération de Russie et des États-Unis d'Amérique à inviter l'Agence internationale de l'énergie atomique à s'acquitter des obligations de vérification énoncées dans l'Accord sur la gestion et l'élimination du plutonium signé par les deux États sur la base du cadre juridique modèle qui avait été convenu et qui peut être utilisé maintenant pour de nouveaux accords de vérification entre l'Agence internationale de l'énergie atomique et chacun des deux États;

27. *Demande* à tous les États dotés d'armes nucléaires de prendre des dispositions pour placer dès que possible les matières fissiles dont ils n'ont plus besoin à des fins militaires sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou d'autres dispositifs de vérification internationaux pertinents, afin de les réaffecter à un usage pacifique et s'assurer ainsi que ces matières ne pourront plus jamais servir à des programmes militaires;

28. *Affirme* qu'un monde exempt d'armes nucléaires devra en fin de compte reposer sur un instrument universel et juridiquement contraignant, négocié au niveau multilatéral, ou s'inscrire dans un cadre englobant un ensemble d'instruments se renforçant mutuellement;

29. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 57/59¹¹, et le prie d'établir, dans les limites des ressources existantes, un rapport sur l'application de la présente résolution;

30. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-huitième session la question intitulée « Vers un monde exempt d'armes nucléaires : nécessité d'un nouvel ordre du jour » et d'examiner, à cette session, la suite donnée à la présente résolution.

¹¹ A/58/162 et Add.1.